

## Est de la RDC : début du retrait de la force régionale est-africaine

Arrib News, 03/12/2023 à 10h00 Source AFP La force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC-RF), dont Kinshasa, qui la juge inefficace, a décidé de ne pas renouveler le mandat, a commencé dimanche matin à quitter la République démocratique du Congo.

Un premier groupe d'une centaine de militaires kenyans de la force, qui comprend également des soldats ougandais, burundais et sud-soudanais, a quitté la région depuis l'aéroport de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, à destination de Nairobi. Leur avion a décollé peu après 05H00 locales (03H00 GMT). Un porte-parole de l'EAC-RF sur place a confirmé que l'appareil se rendait à Nairobi et n'emmenait que des militaires kenyans, mais n'a pas donné dans l'immédiat d'autres précisions sur la suite du retrait de la force. Les soldats kenyans avaient commencé à arriver à Goma en novembre 2022, environ un an après la résurgence dans le Nord-Kivu de la rébellion du M23 ("Mouvement du 23 mars") qui, avec le soutien du Rwanda selon de nombreuses sources, s'est emparé de vastes pans de la province. Les autorités congolaises avaient alors invité l'EAC à déployer sa force pour libérer des espaces conquis par les rebelles. Mais la population de la région et le gouvernement congolais se sont vite montrés très critiques vis-à-vis des troupes de l'EAC, leur reprochant - à l'exception des Burundais - de cohabiter avec les rebelles plutôt que de les contraindre à déposer les armes. A l'issue d'un sommet de l'EAC tenu le 25 novembre, l'organisation régionale a annoncé dans un communiqué que la RDC "ne renouvellerait pas le mandat de la force régionale au-delà du 8 décembre 2023". Ce départ des soldats kenyans intervient alors que des combats continuent d'opposer le M23 à l'armée congolaise appuyée par des miliciens se présentant comme "patriotes". Un soldat kenyan de la force régionale avait été tué le 24 octobre par des éclats d'obus. - Elections le 20 décembre - De nombreux groupes armés et autres milices survivent depuis trois décennies dans l'est de la RDC, un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990 et 2000. Or la force de l'EAC, une mission de l'ONU, la Monusco, anciennement Monuc, est présente en RDC depuis 1999. Mais elle se trouve elle aussi accusée d'inefficacité et Kinshasa demande son départ, "ordonnée" mais "accablée", à partir de janvier 2024. La Monusco comprend environ 14.000 Casques bleus, déployés presque exclusivement dans l'est du pays. Des élections générales sont prévues le 20 décembre en RDC, vaste pays de quelque 100 millions d'habitants. Le président sortant, Félix Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019, est candidat à un second mandat de cinq ans. A cause de la rébellion du M23, les élections ne pourront toutefois pas avoir lieu dans deux territoires du Nord-Kivu. Pour remplacer la force de l'EAC, Félix Tshisekedi compte notamment sur le déploiement de contingents de la communauté d'Afrique australe (SADC) à laquelle appartient également la RDC. Mais la mise sur pied de cette force, évoquée depuis le mois de mai, ne s'est jusqu'à présent pas concrétisée. Depuis fin 2022, environ un millier d'anciens militaires européens, présentés par Kinshasa comme des "instructeurs" et répartis dans deux sociétés privées, sont également présents dans le Nord-Kivu. Les autorités congolaises affirment aussi que l'armée nationale est en train de monter en puissance, avec l'objectif d'assurer elle-même la défense du territoire et de protéger le pays des "agressions" de ses voisins, le Rwanda en particulier.